ASSEMBLÉE NATIONALE

6 mars 2015

NOUVEAUX DROITS EN FAVEUR DES MALADES ET DES PERSONNES EN FIN DE VIE -
(N° 2585)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 542

présenté par
Mme Maréchal-Le Pen et M. Collard

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

Le même article L. 1110-5 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le médecin doit refuser d'apporter son concours à la mise en œuvre de l'euthanasie ou du suicide médicalement assisté. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le code de déontologie médicale français est sans équivoque : l'article 38 alinéa 2 interdit au médecin de provoquer délibérément la mort du malade. Il est mentionné que « le médecin doit accompagner le mourant jusqu'à ses derniers moments, assurer par des soins et mesures appropriés la qualité d'une vie qui prend fin, sauvegarder la vie du malade et reconforter son entourage. Il n'a pas le droit de provoquer délibérément la mort ». Par conséquent, la mission du médecin n'est pas de « faire-mourir » mais d'accompagner le patient jusqu'au terme de sa vie.

Les rédacteurs de cette proposition avancent le souci d'équilibre : ce souci étant rompu par l'article 3 inscrivant la sédation profonde et continue dans le droit, il pourrait conduire à de nouvelles initiatives allant dans le sens de l'aide active à mourir.

C'est pourquoi l'acte euthanasique, réprimé par assimilation de trois incriminations que sont le meurtre, l'empoisonnement et la non assistance en personne en péril, doit être clairement interdit par la loi afin d'inciter le corps médical à ne pas s'adonner à de telles pratiques.